

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 54

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

LA FRANCE N'EST PAS SEULE.

Les propos mensongers tenus par certains « commentateurs » à propos de la crise du CPE, et selon lesquels « la France serait seule dans son refus de la réforme », viennent d'essuyer de sérieux démentis de la part de deux syndicalistes présents à la manifestation parisienne du 4 avril. Ainsi, John Monks, secrétaire général de la Confédération des Syndicats Européens (CES) a déclaré que « c'est toute l'Europe qui est engagée contre ce projet ». Pour le dirigeant américain John Evans, « la précarité affecte tous les salariés, en Amérique comme en Europe. La France donne l'exemple... »

LA CHUTE DE LA COURONNE ISLANDAISE FAIT VACILLER LES MARCHES.

Depuis la fin février, la monnaie de l'Islande, la couronne, est en chute libre sur le marché des changes suite à la très mauvaise note infligée à ce pays par l'agence de notation Fitch. Raison invoquée : le déficit extérieur, qui s'élève à 16, 5% du PIB islandais, a été jugé « insoutenable » par l'agence. Les banques américaines ont alors refusé de souscrire les emprunts de la banque centrale de Reykjavik. Or la crise islandaise pourrait bien être le détonateur d'une nouvelle tempête monétaire mondiale. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le dollar néo-zélandais a décroché de plus de 10% en quelques semaines, et la Hongrie, la Turquie, l'Australie et le Brésil, voire l'Espagne et le Portugal, pourraient être victimes de la désaffection des bailleurs de fonds. Quant aux Etats-Unis, leur déficit extérieur est abyssal, ce qui fait écrire au très libéral Eric Le Boucher dans le Monde des 2 et 3 avril, que « l'économie américaine aspire l'épargne du monde entier dans des proportions inédites. C'est le grand déséquilibre de cette époque qui veut que les pauvres financent le plus riche. Aucun économiste n'imagine que ce système soit durable. Il va se retourner à un moment ou à un autre ».

ELECTIONS ISRAËLIENNES.

Le renouvellement de la Knesset confirme qu'un reclassement politique est en cours dans l'état hébreu. Le parti Kadima, fondé par Ariel Sharon et Shimon Pérès, remporte une courte victoire (29 sièges sur 120), loin des prévisions triomphalistes des instituts de sondage. Il devra composer avec le parti travailliste, dirigé par l'ancien leader syndical Amir Peretz, qui obtient 19 sièges. Le grand perdant est le Likoud de Netanyahou (12 sièges), sanctionné par les électeurs pour l'orientation économique ultra-libérale qu'il a imposée dans le pays à partir de 2002. Au cours de cette période, 2,5 millions d'Israéliens sont passés en dessous du seuil de pauvreté.

EDITO: LE REGIME EST EN CRISE? CHANGEONS EN!

Fort heureusement, le ridicule ne tue pas, sinon la France n'aurait plus de pouvoir exécutif...Chirac-Villepin-Sarkozy, ménage à trois, jouent un mauvais vaudeville, tout en tromperies et dissimulations, devant des citoyens partagés entre la stupéfaction et une mobilisation aussi massive que tenace contre le gouvernement.

Englué dans la crise provoquée par l'entêtement de son Premier ministre, Chirac, pour s'en sortir, déplace le centre de gravité politique vers la majorité parlementaire. Et voici Sarkozy intronisé sauveur suprême, alors qu'il a fait voter sans barguigner le CPE par l'UMP, et qu'il ne cache pas son dessein de défaire le code du travail pour aboutir au contrat unique et flexible que le Medef appelle de ses vœux ! Mais préoccupés par l'échéance de 2007, les parlementaires de droite, Balladur en tête, laissent clairement entendre leur intention de faire du CPE un couteau sans manche auquel il manque la lame. En attendant des jours meilleurs...

Plus qu'une fin de règne – désastreuse !-, nous vivons la fin d'une époque. A bout de souffle, les institutions de la Vème République font obstacle, en permanence, à l'expression de la souveraineté populaire. Les Français en font la triste expérience depuis 2004 et le déni de démocratie que leur a opposé l'Élysée après le vote-sanction contre Raffarin. C'est donc la rue contre le pouvoir exécutif. Cette constance de notre histoire depuis 1958 ne s'explique pas seulement par les traditions de lutte sociale enracinées dans notre pays ; elle est également due à l'impuissance du Parlement et à son incapacité, dans le cadre électoral actuel, à représenter les différents courants de la politique nationale.

N'en déplaise à certain(e)s précandidat (e)s présidentiel(e)s du PS, le dépassement de la crise institutionnelle ne réside pas dans la présidentialisation complète du régime. Le renforcement du rôle de l'Élysée, c'est d'ailleurs ce à quoi aspire ouvertement Sarkozy, qui s'imagine déjà chaussant les bottes de Bonaparte en 2007 pour imposer autoritairement le programme ultra-libéral qui est le sien.

La Gauche Républicaine considère que la refondation démocratique de nos institutions est un chantier incontournable pour que les Français se retrouvent dans les valeurs républicaines. Notre projet, s'il est appliqué, se résume comme suit :

- ➔ L'Assemblée Nationale devient le premier lieu d'expression et d'exercice de la souveraineté populaire, à partir duquel s'articulent tous les autres pouvoirs. Le rôle et la désignation des sénateurs seront démocratisés.
- ➔ La loi électorale est réformée afin de combiner le scrutin d'arrondissement et la représentation proportionnelle. Il n'est pas acceptable de laisser plus du tiers des électeurs sans représentation nationale, comme c'est le cas actuellement.
- ➔ Avant leur approbation, les lois font l'objet d'un vaste débat associant les partenaires sociaux ainsi que les groupements ou personnes directement concernés par leur application. Les présidents des groupes parlementaires sont associés à leur élaboration.

Suite page 2

- Grâce aux moyens d'information modernes (audiovisuel, Internet), les débats en assemblée plénière comme en commissions sont rendus publics en temps réel afin de favoriser un contrôle citoyen permanent.
- L'Assemblée Nationale détermine les orientations politiques du pays ; elle investit le Gouvernement, chargé de les exécuter, et qui n'est responsable que devant elle.
- Le Président de la République n'a plus le droit de dissoudre l'Assemblée. Son rôle principal est de représenter la France sur la scène internationale. Bien entendu, nous souhaitons que cette charge soit exercée par une personne engagée dans les combats pour un nouvel ordre mondial et opposée à celui que façonne le capital financier.

La gauche ne doit pas repousser la refondation institutionnelle aux calendes. Une Assemblée qui vote les lois et oriente la politique, un Gouvernement qui l'exécute, un Président qui représente la France ! Cette triple proposition doit être au cœur de la campagne de 2007. Notre candidat à l'Élysée sera celui ou celle qui portera cette exigence démocratique en même temps que l'alternative au libéralisme, dont nous avons défini les grandes lignes dans notre Manifeste (voir Combat Républicain n°26), et que contribuent à élaborer les comités du 29 mai.

HUMEURS: QUAND LES STATISTIQUES METTENT A MAL LE « MODELE BRITANNIQUE ». La Gauche Républicaine des Yvelines revient sur les mythes entourant l'économie du Royaume Uni dans le numéro d'avril de sa revue, Faits & Arguments. Extraits.

(...) En France, l'indice de protection de l'emploi est donc, hors Royaume Uni (RU), un peu plus bas que celui de ses voisins et que celui de la Suède. Il faut savoir que si l'emploi est, dans ce pays scandinave, relativement plus flexible en ce qui concerne les CDI et les procédures de licenciement collectif, en revanche, la réglementation s'appliquant aux emplois temporaires y est bien plus contraignante.

Indicateur de la rigueur des normes de protection d l'emploi régulier

Echelle de 0 à 6, les valeurs augmentent avec le degré de rigueur de la réglementation	Fin des années 80	Fin des années 90
Allemagne	2,7	2,8
France	2,3	2,3
Espagne	3,9	2,6
Italie	2,8	2,8
Etats-Unis	0,1	0,2
Royaume-Uni	0,8	0,8
Suède	2,8	2,8

Source : Flash IXIS/OCDE perspective de l'emploi

Royaume-Uni, emploi ... la fin d'un « modèle »

Patrick Artus, économiste de la Caisse des Dépôts et des Caisses d'épargne livre sa réflexion dans une note passionnante et démonstrative (*Flash Economie IXIS 27 mars 2006*).

« Il faut cependant prendre garde à ne pas avoir un jugement excessivement optimiste sur la performance en matière d'emplois du RU :

- Le taux d'emploi est en 2005 au même niveau qu'en 88-89 alors qu'il a beaucoup monté dans les autres pays européens.
- La population active n'a crû que de 7% de 1985 à 2005 alors que la population en âge de travailler a crû de 12% et l'emploi de 17% ! »

Et Patrick Artus de rappeler ce que nous écrivions dans notre dossier précédent (Faits & Arguments du 30/01/06): « *Élément étonnant : la croissance de la population active est plus faible de 5 points que celle de la population en âge de travailler, ce qui montre bien que 5% de la population adulte a été exclue du marché du travail britannique* »,...et de faire référence à la catégorie « invalides longue maladie » qui, au RU, est spectaculairement importante : 7,5% pour un taux de chômage de l'ordre de 5%... (...)

Une condition impérative de la croissance : la Recherche & Développement (R&D)

Les perspectives de croissance au RU sont d'autant plus pessimistes que l'une des conditions principales et indispensables pour maintenir une croissance solide est l'effort d'innovation et de R & D. Or dans ce domaine, le Royaume Uni est encore moins bien placé que la France, comme on le voit sur l'indicateur ci-dessous (ce n'est pas le seul, mais il est éclairant) :

Tableau Dépenses intérieures brutes de R&D des entreprises (en % du PIB)

	Etats-Unis	Japon	Suède	Allemagne	France	Roy.-Uni
2003	1,79	2,38	3,42	1,73	1,36	1,21

Source : Flash IXIS/Tableau 65 MSTi 2005 OCDE

Il n'y aura pas de croissance, il n'y aura pas de création d'emplois, il n'y aura pas d'économie forte si chacun des pays de l'UE, si l'UE elle-même n'accroît pas considérablement ses activités de R&D. Tous les discours sur la « flexibilité nécessaire », exprimés directement ou de manière hypocrite (sous couvert de « réformes ») ne sont que mise en œuvre de l'idéologie du libéralisme économique et non mise en œuvre d'une politique pour l'emploi.